

## Cadre juridique global

La présente annexe reprend les autres instruments juridiques applicables en Belgique à l'exécution des peines et mesures non privatives de liberté.

### Conseil de l'Europe

Convention européenne pour la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition du 30 novembre 1964

(Loi du 23 mai 1990 sur le transfèrement interétatique des personnes condamnées, la reprise et le transfert de la surveillance de personnes condamnées sous condition ou libérées sous condition ainsi que la reprise et le transfert de l'exécution de peines et de mesures privatives de liberté)

<b>Convention du 30 novembre 1964 pour la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition</b>
<b>Etats membres du Conseil de l'Europe</b>
Autriche <sup>1*</sup>
Belgique*
Bosnie-Herzégovine
Croatie*
Estonie*
France*
Italie*
L'ex-République yougoslave de Macédoine
Luxembourg*
Monténégro
Pays-Bas*
Portugal*
République tchèque*
Serbie
Slovaquie*
Slovénie*
Suède*
Ukraine

### Circulaire

- Circulaire ministérielle du 12 septembre 2005 concernant la coopération internationale en matière pénale (pour la partie qui concerne la surveillance d'une personne condamnée ou libérée sous conditions).

---

\* La loi du 23 mai 1990 qui transpose la Convention du 30 novembre 1964 pour la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition, reste d'application vis-à-vis des Etats qui ne sont pas membres de l'Union européenne ainsi que vis-à-vis des Etats membres qui n'ont pas encore transposé la décision-cadre 2008/947/JAI. La loi du 21 mai 2013 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution prononcées dans un Etat membre de l'Union européenne s'applique en principe à tous les jugements et décisions de probation prononcés au sein de l'Union européenne. Elle n'est toutefois applicable que vis-à-vis des autres Etats membres de l'Union européenne qui ont également transposé la décision-cadre de l'UE dans leur droit interne (cf annexe II).

